



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN D'EMPLOI D'AUBAGNE-LA-CIOTAT



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique modéré
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE - L'emploi concurrentiel progresse toujours
- p. 4 Le profil des emplois du territoire
- p. 5 Près de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 6 Une baisse du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 8 Le taux de chômage poursuit sa tendance à la baisse et la demande d'emploi diminue pour la première fois depuis dix ans
- p. 9 La demande d'emploi diminue - Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - plus de 10 700 reprises d'emploi en 2018
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 12 1 750 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin - 53% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 15 En conclusion...
- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Les chiffres clés du territoire :

- **157 860** habitants au 1^{er} janvier 2016.
- **17 870** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **50 940** salariés du secteur concurrentiel à fin 2018.
- **13 430** offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2018 et juin 2019.
- **11%** de taux de chômage pour la zone d'emploi de Marseille-Aubagne au 2^e trimestre 2019.
- **15 530** demandeurs d'emploi toutes catégories au 30 juin 2019, dont 53% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **13 720** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 30 juin 2019, dont 14% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 10% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 2% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Thierry Lançon
Service Statistiques, Études et Évaluations

Un dynamisme démographique modéré

Au 1^{er} janvier 2016, le nombre d'habitants du bassin d'emploi s'approche des 157 900 (douzième le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 460 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2011 et 2016, la population affiche un rythme de progression plus faible que celui de la période 2006 - 2011 avec +0,3% en moyenne par an (+0,4% en région). Cet accroissement est dû principalement au solde migratoire plus qu'au solde naturel (écart entre les naissances et les décès).

Tableau 1

Recensement de la population au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin d'Aubagne-La Ciotat	région	bassin d'Aubagne-La Ciotat
Hommes	2 403 300	75 470	48%	48%
Femmes	2 618 600	82 390	52%	52%
0-14 ans	848 700	26 320	17%	17%
15-24 ans	554 800	15 880	11%	10%
25-54 ans	1 867 200	58 830	37%	37%
55-64 ans	641 500	20 980	13%	13%
65 ans et +	1 109 700	35 850	22%	23%
Ensemble	5 021 900	157 860	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Au 1^{er} janvier 2016, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 27% de la population (28% région). Avec 9% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est plus faible dans ce territoire par rapport à celui de la région (10%). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (36%). Le taux de retraités y est aussi parmi les plus haut de la région.

Tableau 2

Population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin d'Aubagne-La Ciotat	région	bassin d'Aubagne-La Ciotat
15-24 ans	218 900	6 330	10%	9%
25-54 ans	1 640 000	52 730	74%	75%
55-64 ans	348 600	10 910	16%	16%
Ensemble	2 207 500	69 960	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

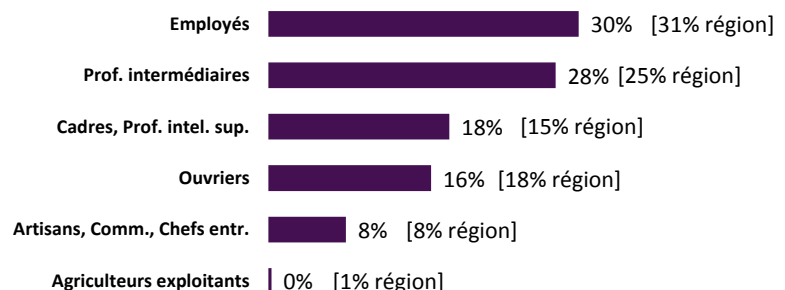
Les actifs du bassin sont composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires .

Le bassin compte plus de professions intermédiaires et de cadres que la moyenne régionale [cf. **Graphique 1**].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : + 1,4 pt pour les cadres et -1,3 pt pour les ouvriers.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

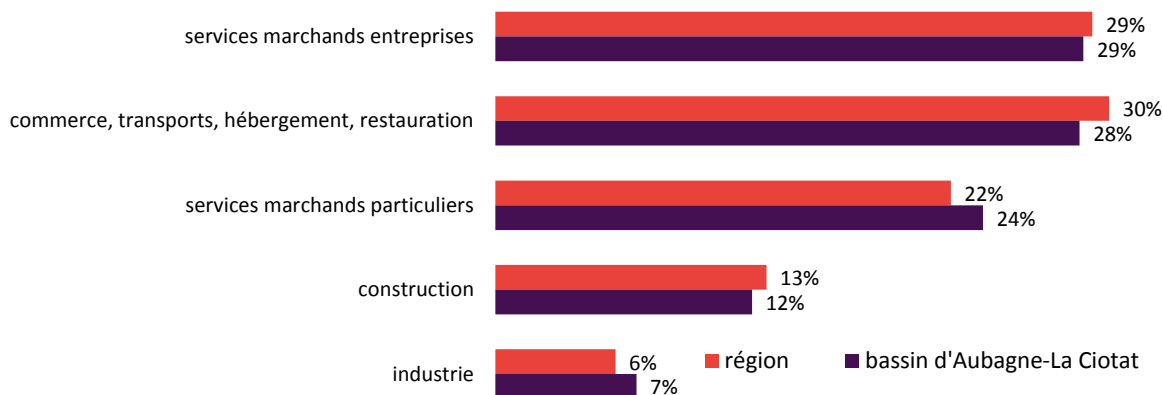


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 17 870 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 3% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est moins orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est toujours inférieur à celui de la région (65% contre 77%). Le tissu productif local comporte légèrement plus d'établissements du secteur des services (1 point d'écart avec la région) et 95% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est identique à celui de la région (12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



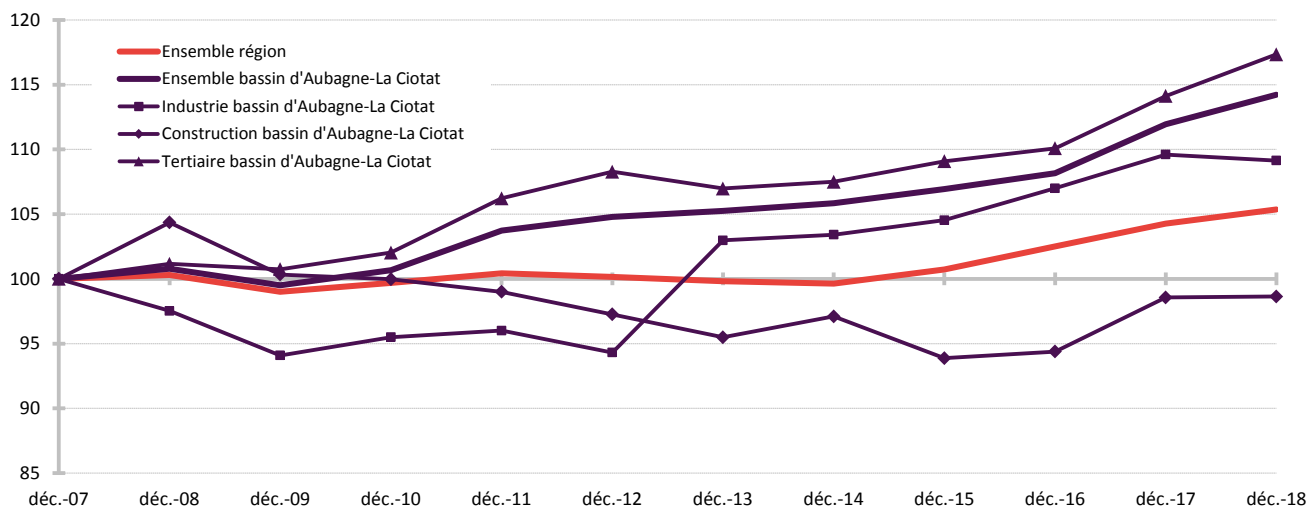
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (64%) est relativement plus haut que celui de la région (61%). Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter depuis 2010 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme du secteur tertiaire et de l'industrie. Le niveau d'emploi augmente de +2% entre 2017 et 2018. À fin 2018, 5 900 établissements du secteur privé y emploient 50 940 salariés, ce qui représente 4% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2007 = 100)

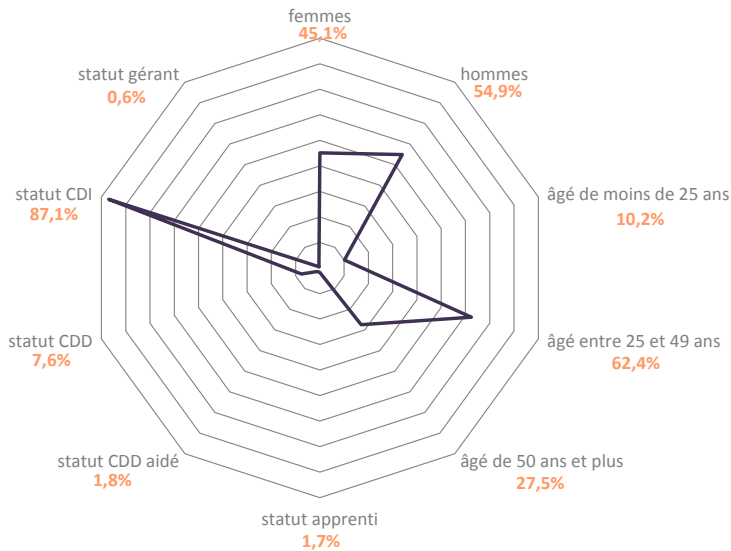


Source : ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire (Déclaration Annuelle de Données Sociales 2016)

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 46 630 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 62% des cas et en CDI dans 87% des cas.

35% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 13% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Source : DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	6%	2%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	7%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	12%	5%	8%
Quotité de travail de 75% et plus	10%	2%	6%
Temps plein	65%	89%	78%

Source : DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	2 240	5%
Nettoyage courant des bâtiments	1 880	4%
Ingénierie, études techniques	1 550	3%
Activités de sécurité privée	1 460	3%
Activités hospitalières	1 390	3%
Hypermarchés	1 180	3%
Fabrication de cartes électroniques assemblées	970	2%
Restauration traditionnelle	790	2%
Fabrication d'emballages en matières plastiques	740	2%
Aide à domicile	690	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	46 630	100%

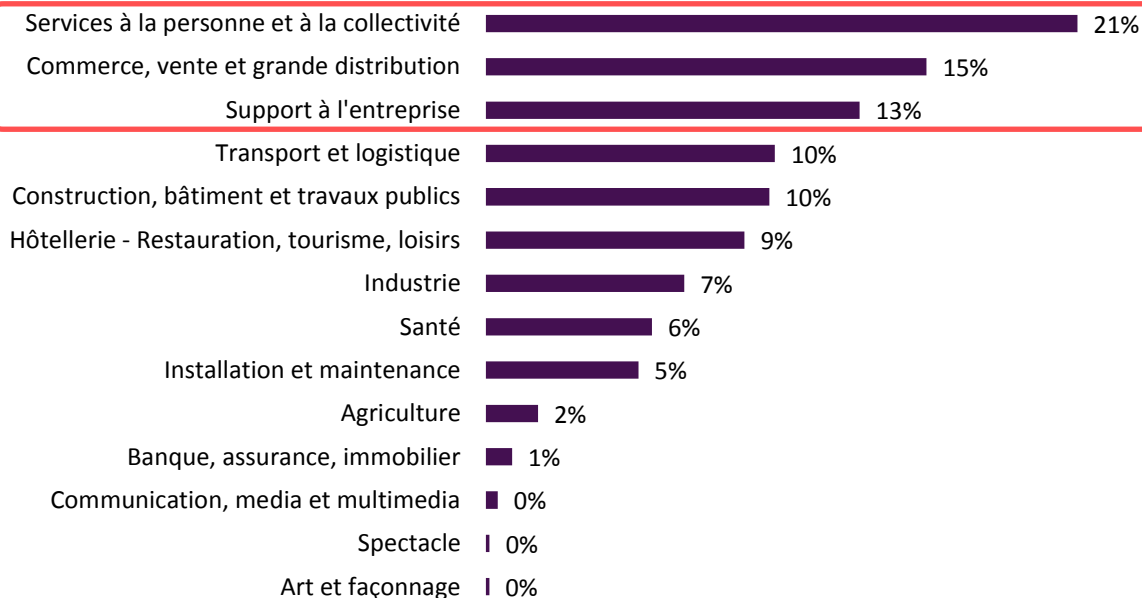
Source : DADS 2016

Près de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2018 à juin 2019, 13 430 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers des services à la personne et à la collectivité enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 21%. Le commerce, vente et grande distribution suit avec 15% devant les métiers du support à l'entreprise (13%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées à Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

	Volume
1 ^{er} K1303 Assistance auprès d'enfants	710
2 ^e K1304 Services domestiques	670
3 ^e J1301 Personnel polyvalent des services hospitaliers	560
4 ^e N1105 Manutention manuelle de charges	460
5 ^e D1401 Assistanat commercial	460

Source : Pôle emploi, STMT offres déposées à Pôle emploi, données brutes

NB : Le nombre d'offres déposées à Pôle emploi pour ces 5 métiers représente 21% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Une baisse du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme un contexte mitigé. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -8,5% sur un an et s'établit à 131 600 unités [cf. Tableau 6], toutefois les contrats de six mois et plus progressent de +12%. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (48 910 soit 37% des DPAE), le secteur de la santé humaine et action sociale (24 430 soit 19% des DPAE et 30% des DPAE hors intérim) est celui qui a le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, il utilise majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

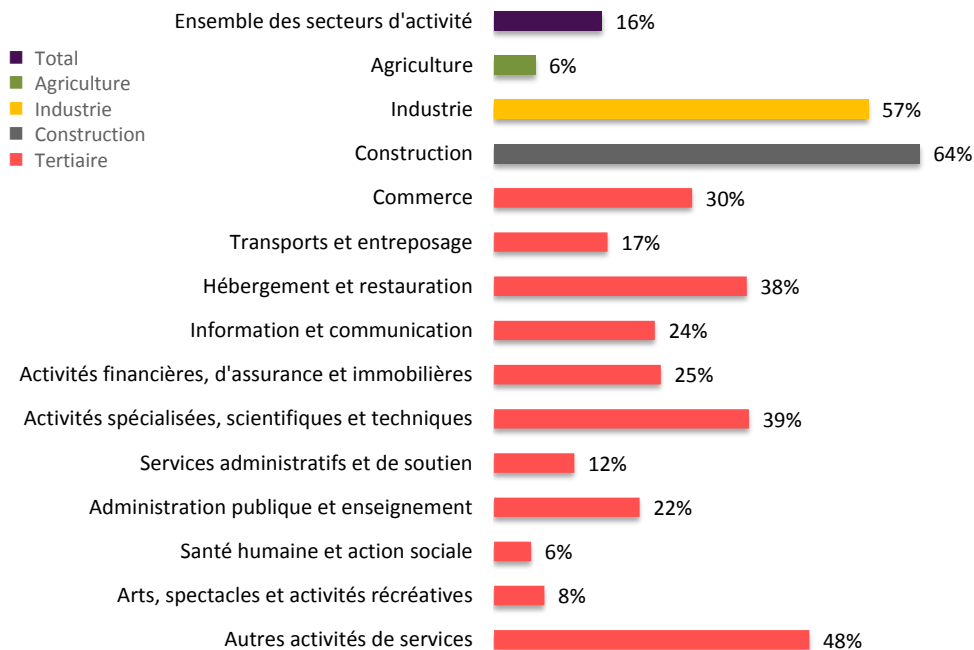
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	54 630	42%	-1,2%
Missions intérimaires	45 280	34%	-23,4%
Contrats de six mois et plus	21 500	16%	+11,9%
- Autres -	10 190	8%	
Ensemble	131 600	100%	-8,5%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 16% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (chacun 3% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 57% et 64%. Le secteur du commerce (11% des DPAE hors intérim) a recours dans un cas sur trois à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

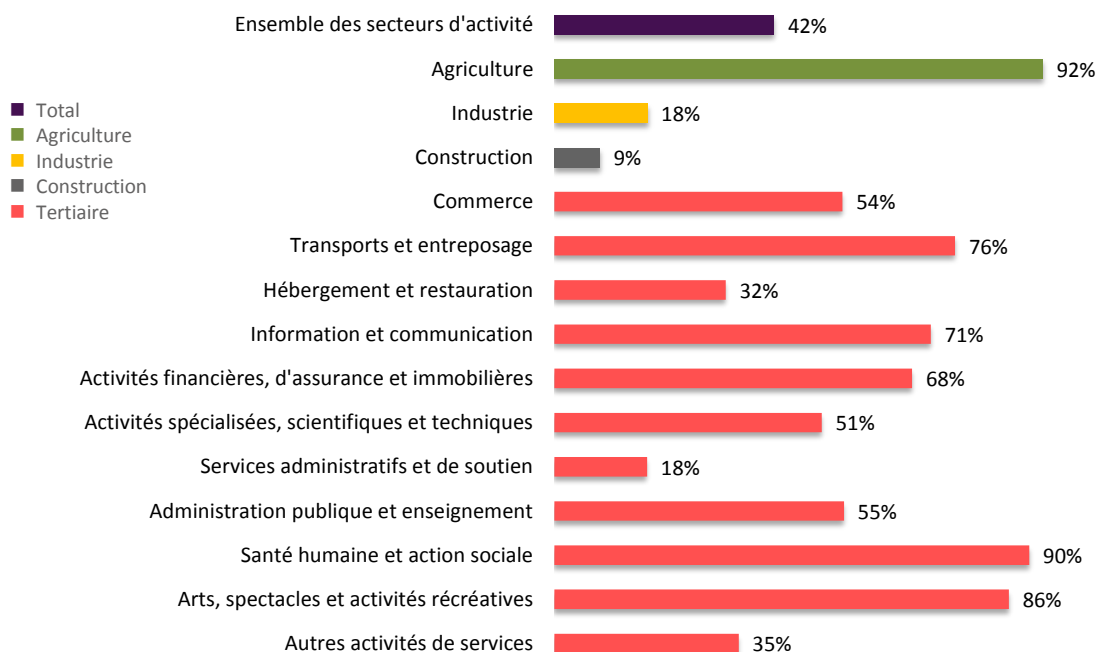
- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)



Quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour les secteurs dont l'activité est saisonnière, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment l'agriculture (92%) et la santé humaine et action sociale (90%).

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 régressent cette année (-2,1%) et représentent 7 100 embauches potentielles dans le bassin CREDOC d'Aubagne La Ciotat, correspondant à 3% des estimations de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (261 540). C'est le quinzième bassin en termes de propositions de recrutement au sein de la région.

Les projets saisonniers dans le bassin d'Aubagne La Ciotat ont une part de 33% (44% en région) et sont au nombre de 2 370. Le besoin en personnel saisonnier est essentiellement lié au tourisme au sein de ce territoire et à l'agriculture à un degré moindre. En 2019, 3 090 intentions d'embauche sont considérées difficiles par les employeurs soit plus de quatre projets sur dix (45% pour la région).

Source : Pôle emploi - CREDOC, enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 par bassin CREDOC

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence Alpes Côte d'Azur](#)

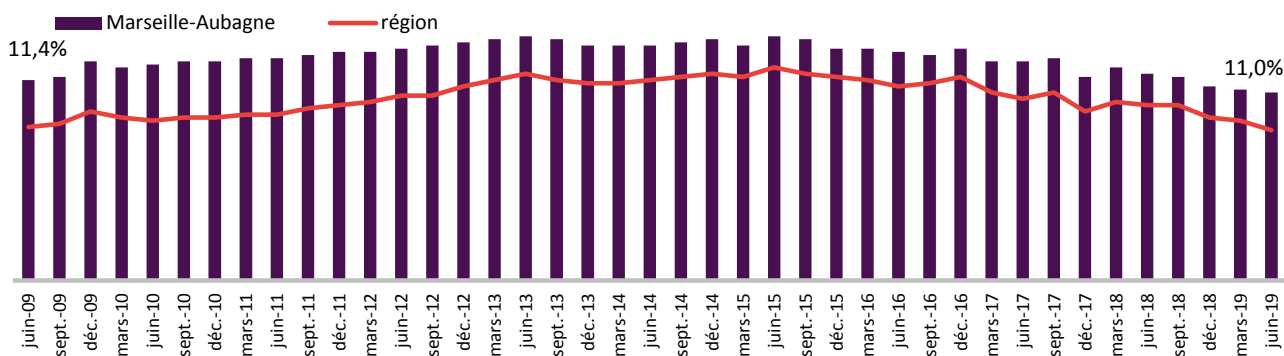


Le taux de chômage poursuit sa tendance à la baisse et la demande d'emploi diminue pour la première fois depuis dix ans

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Marseille-Aubagne a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 11%, un taux toujours nettement supérieur à celui de la région (9,8%). L'écart avec le taux régional est de 1,3 pt en moyenne.

Graphique 8

Taux de chômage localisé sur la zone d'emploi approchant le bassin d'emploi

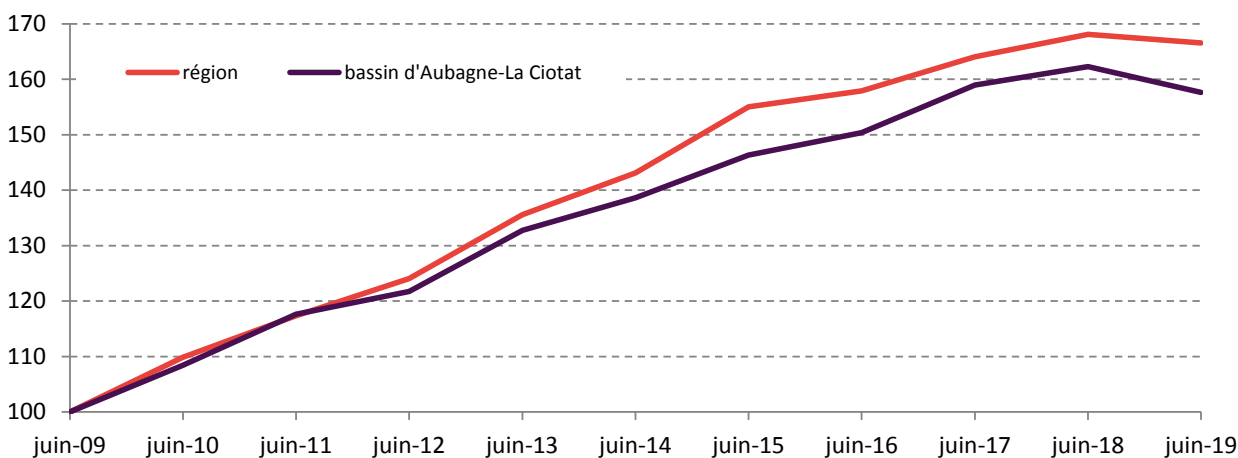


Source : INSEE, enquête Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC (à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) augmentait depuis neuf ans. Cette hausse est interrompue cette année ; le nombre de personnes inscrites dans les agences Pôle emploi du bassin diminue sur un an (-2,9% entre juin 2018 et juin 2019). [cf. Graphique 9]. Les sorties de la liste sont supérieures aux entrées de la liste au cours des douze derniers mois. 13 720 personnes sont DEFM cat. ABC à fin juin 2019.

Graphique 9

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

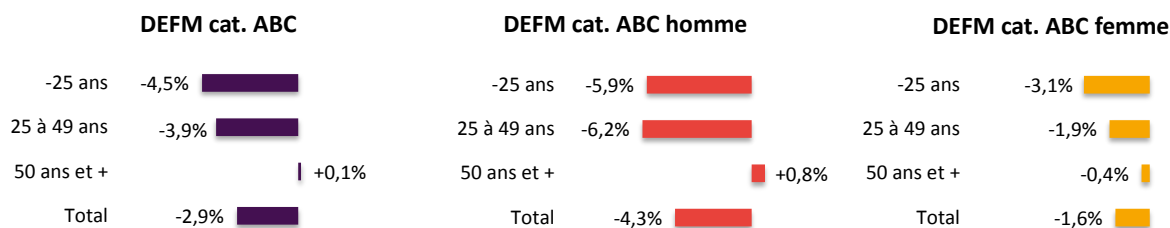


La demande d'emploi diminuée

Après avoir atteint son niveau maximum en 2014, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans se chiffre à 1 690 personnes (soit -80 sur un an). Les 25-49 ans retrouvent un niveau comparable à celui de juin 2016 et sont au nombre de 8 260 (soit -330 sur un an). Quant aux seniors, leur progression linéaire jusqu'alors ralentit fortement cette année pour atteindre une quasi-stabilité (soit +5 sur un an) entre juin 2018 et juin 2019. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur en catégories ABC, à 3 780. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (11% région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et plus sont autant présents dans le bassin que dans la région (16%). Les femmes sont plus nombreuses avec 53% (52% en région). Il y a moins de bénéficiaires du RSA (14%) dans le bassin qu'en région (18%).

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 3 640 personnes sont touchées par ce phénomène au 30 juin 2019, soit 26% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 3 240 à fin juin 2019, en baisse de -7,2% sur un an.

6 600 DELD
(≥ 1 an)
-0,7% sur un an

3 640 DETLD
(≥ 2 ans)
+5,4% sur un an

3 240 DE en ICT3
-7,2% sur un an

EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur \[pole-emploi.org\]\(http://pole-emploi.org\)\)](#)

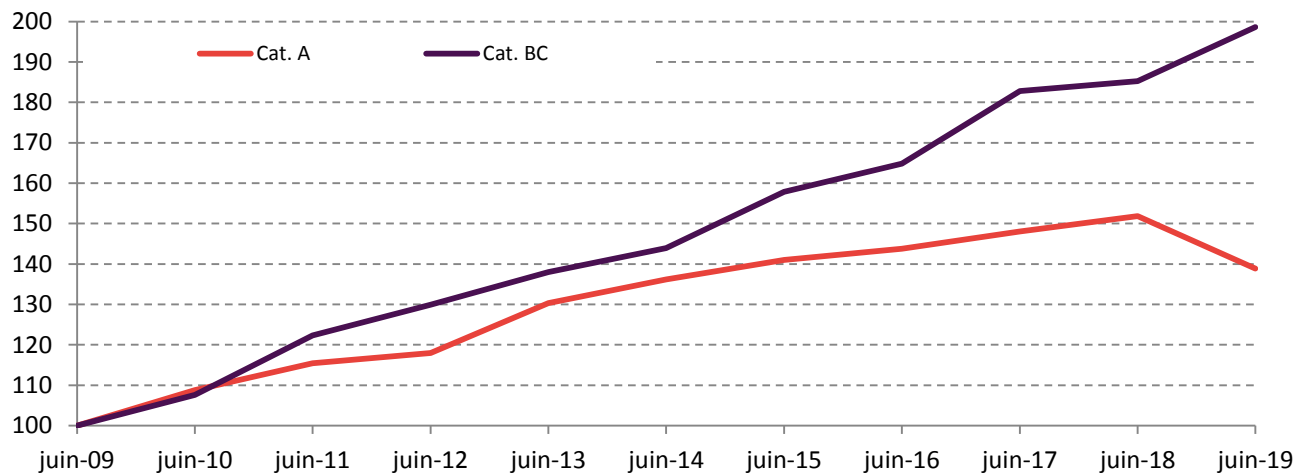


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. Depuis 2015, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuit sa hausse avec une amplitude plus forte que le nombre de personnes sans activité (catégorie A), qui affiche un ralentissement entre juin 2017 et juin 2018 [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution annuelle de la DEFM cat. A et cat. BC depuis juin 2009 (indice base 100)



Source : Pôle emploi, STMT (données brutes)

Plus de 10 700 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	910	+2,2%	8%
Passage en C	2 750	+5,4%	26%
Passage en E	10	+0,0%	0%
AFPR / POE	120	+50,0%	1%
DPAE durable	4 080	+3,6%	38%
DPAE non durable	2 860	+7,5%	27%
Total	10 720	+5,1%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes - ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le **Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)** sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 6 940 personnes sont ciblées « PIC », soit 51% des DEFM cat. ABC [cf. **Tableau 8**], dans le bassin. La part de public PIC dans le bassin est nettement plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en Quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Tableau 8

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	246 210	52%	116 870	45%	47%
Moins de 25 ans	54 640	11%	27 540	11%	50%
50 ans et plus	133 610	28%	84 400	33%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	225 800	47%	125 040	49%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 330	9%	30 260	12%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	74 200	16%	51 270	20%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	477 010	100%	257 460	100%	54%

Bassin d'Aubagne-la Ciotat	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	7 410	54%	3 310	48%	45%
Moins de 25 ans	1 690	12%	810	12%	48%
50 ans et plus	3 780	28%	2 290	33%	61%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	6 600	48%	3 430	49%	52%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 400	10%	910	13%	65%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	330	2%	230	3%	70%
Ensemble des DEFM cat. ABC	13 720	100%	6 940	100%	51%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

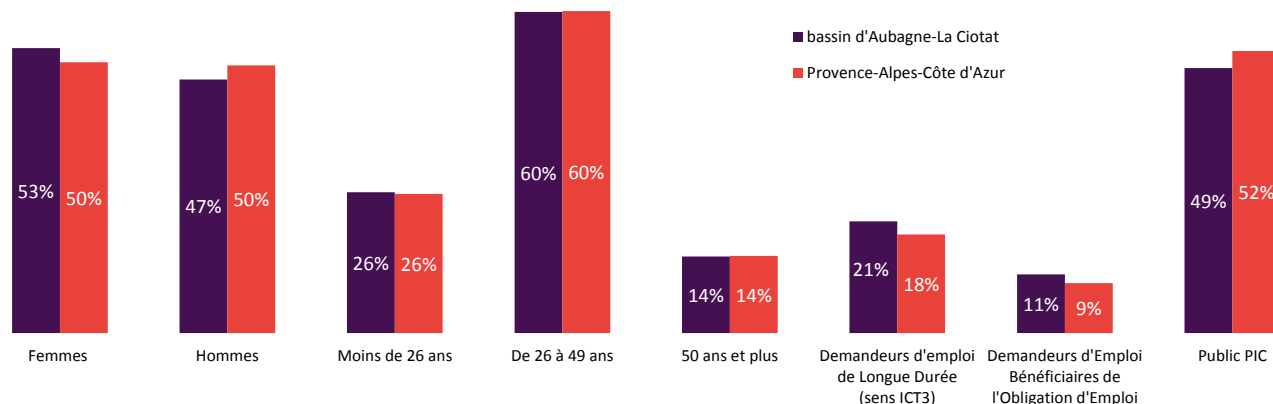


1 750 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, 1 750 demandeurs d'emploi inscrits dans une agence du bassin sont entrés en formation. Le bassin représente 3% des entrants en formation de la région. Les parts des tranches d'âge sont identiques à celles de la région tandis que la part de public PIC y est plus faible compte tenu du niveau de formation des demandeurs d'emploi du bassin [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le bassin

66% des formations dans le bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (35% contre 34% en région). Les formations du Conseil Régional suivent avec 24% des aides (20% pour la région) [cf. Graphique 13], devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 19% des aides comme en région. Les principaux domaines de formation sont les services aux personnes avec 25%, l'échange et gestion avec 19% et la formation générale, lettres, langues avec 15%. Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 9] représentent trois quart des entrées en formation en 2018.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation

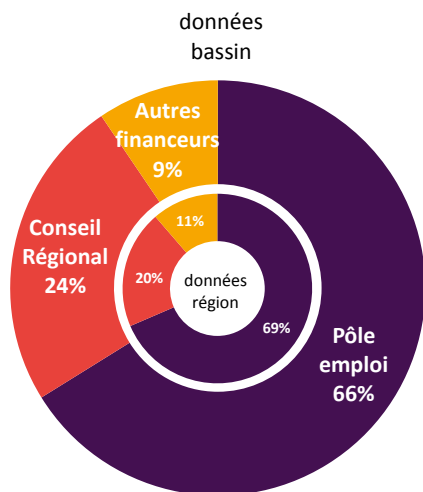


Tableau 9

Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Services aux personnes	430	25%
Échange et gestion	330	19%
Formation générale, lettres et langues	270	15%
Information, communication	140	8%
Sciences humaines, économie, droit	140	8%
Ensemble des entrées	1 750	100%

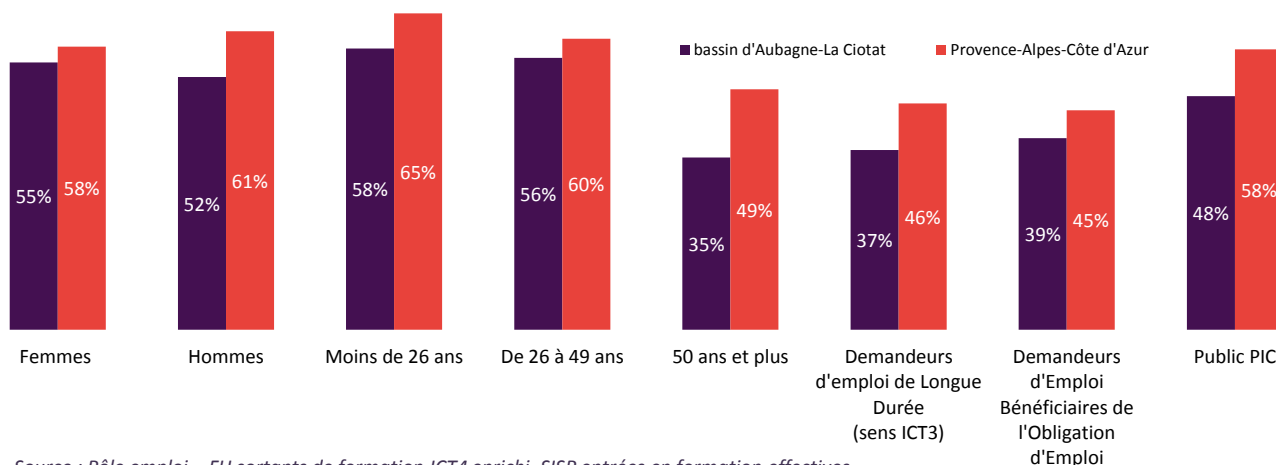
Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

53% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin, plus de 1 190 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 53% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée - sens ICT3 et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2018 [cf. Graphique 15]. Les Préparations Opérationnelles à l'Emploi Individuelles (POEI) et les Actions de Formation Préalables au Recrutement (AFPR) ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 96% et 90%, juste devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) (64%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont l'échange et gestion (65%) et les services aux personnes (59%) [cf. Tableau 10].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2018

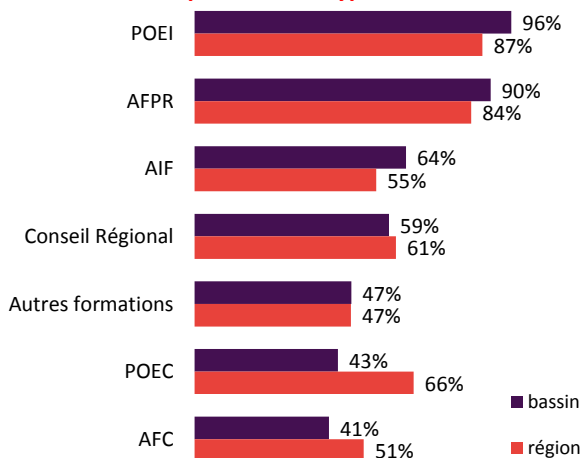


Tableau 10

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
SERVICES AUX PERSONNES	59%	330
ECHANGE ET GESTION	65%	250
FORMATION GENERALE, LETTRES ET LANGUES	29%	180
INFORMATION, COMMUNICATION	55%	110
FONCTION PRODUCTION	57%	70
Ensemble des sorties	53%	1 190

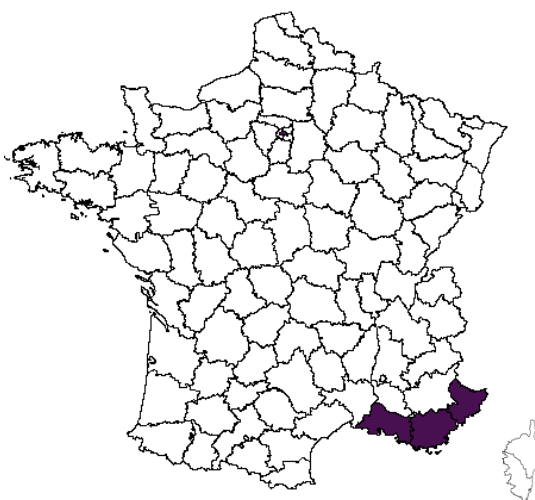
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la Statistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 91% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 1%, ils se dirigent vers la métropole parisienne [cf. Tableau 11].

Tableau 11

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le bassin en 2018



Département de travail (>1%)	
Bouches-du-Rhône	82%
Var	7%
Paris	1%
Alpes-Maritimes	1%

Aide à la lecture :

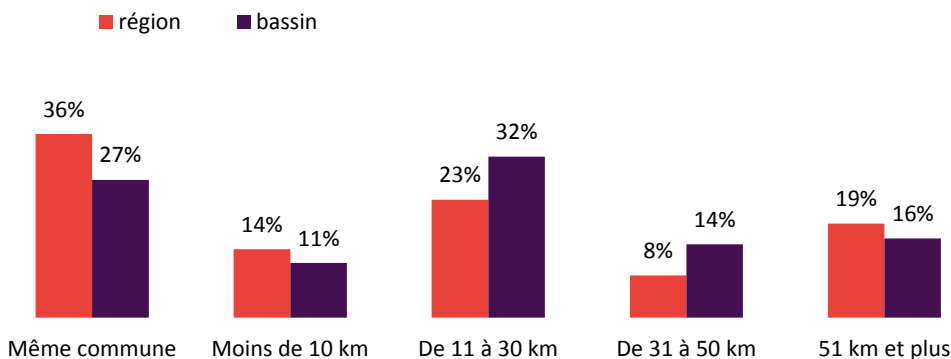
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin d'emploi en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Plus d'un sur quatre (27%) retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), alors qu'un sur six ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT - ACOSS, DPAE

En conclusion...

Le niveau de qualification des résidents du territoire étant élevé, de fait ceux qui se retrouvent à la recherche d'un emploi, ont une qualification et une formation plus élevées.

Moins marqué qu'en région, l'emploi présentiel dans le bassin (65%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce embauche toujours majoritairement en contrat de courte durée.

Avec un taux de chômage au-dessus de celui de la région, le marché du travail local est dégradé. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 14% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 91% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 16% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, 1 750 demandeurs d'emploi du bassin sont entrés en formation. 53% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des six mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

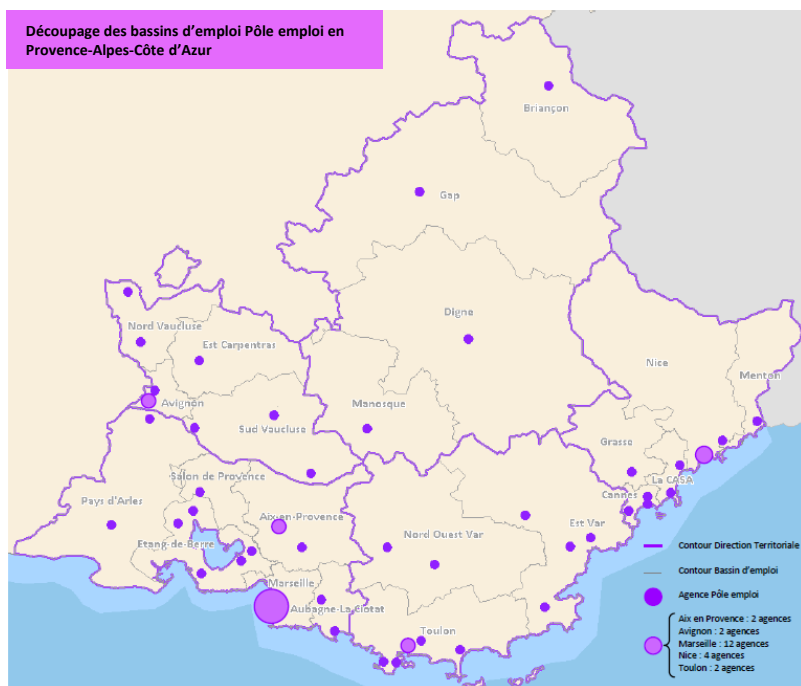
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://la_page_régionale_de_www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
34 rue Alfred Curtel
13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

